

Etat espagnol : une évaluation politique de la non-abrogation de la réforme du travail

dimanche 2 janvier 2022, par [FERNANDEZ Brais](#) (Date de rédaction antérieure : 30 décembre 2022).

Après des mois de discussion à de discrètes tables de négociation, le gouvernement, dirigé dans ce cas par Yolanda Díaz, les syndicats CCOO et UGT ainsi que l'organisation patronale CEOE ont annoncé un accord pour réadapter la réforme du travail. Loin du pacte programmatique signé initialement par le gouvernement, cet accord abandonne l'approche « abrogation » et prend pour base la réforme du Parti populaire de 2012.

Sommaire

- [Ce qui est modifié et ce \(...\)](#)
- [Au cœur du consensus, la \(...\)](#)
- [Lectures politiques](#)
- [À court terme, empêcher la \(...\)](#)

La gauche gouvernementale a essayé de vendre (une fois de plus) l'accord comme historique ; des secteurs de droite, comme le journal *ABC*, le célèbre et médiocre économiste libéral Juan Ramón Rallo, le président de la CEOE (Confédération espagnole des organisations d'employeurs) et Luis Garicano ont pris la défense de l'accord, considérant que, malgré l'irritation causée par le fait qu'il soit dirigé par la gauche, il ne touche pas (malgré certaines limitations sur le caractère temporaire) aux piliers fondamentaux du modèle de travail mis en œuvre par le parti bipartisan.

Ce qui est modifié et ce qui reste inchangé

En termes de changements dans la législation du travail, il est difficile de vendre cela comme un succès, bien que la machinerie illusionniste du « progressisme » tente de le faire avec son mélange de chantage et d'argumentation passive-agressive contre la gauche critique, assaisonné d'un illusionnisme verbal relevant de plus en plus d'une triste imposture. La dévalorisation des licenciements n'est pas touchée, la flexibilité pour les objectifs de licenciements est maintenue, ainsi que le manque de contrôle administratif concernant les licenciements collectifs, les salaires de traitement qui ne sont pas récupérés... Il reste à voir si l'application prioritaire des accords sectoriels portera sur les accords existants, bien qu'elle ne concerne que les salaires, et non les conditions de travail. La seule chose qui peut être vendue comme une récupération des droits a trait à l'ultra-activité, une concession à l'appareil syndical qui permet d'éviter de nouveaux revers formels après des années où le pouvoir de négociation de ces acteurs avait fortement régressé. Les employeurs peuvent être satisfaits : ils conservent la possibilité d'un licenciement libre et bon marché et, d'autre part, la pleine capacité d'organiser le travail à volonté dans les entreprises, en pouvant modifier les conditions à volonté.

En d'autres termes, il ne s'agit pas d'une abrogation de la réforme du travail du Parti populaire (PP) ou d'une nouvelle réforme du travail : il s'agit d'une petite correction du cadre de précarité du

travail et de flexibilité pro-entreprise qui a été historiquement imposé par le PP, le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) et la CEOE, protégé par les appareils syndicaux.

Au cœur du consensus, la modernisation

Depuis quelque temps, les dirigeants du PSOE et de l'UP (Unidas Podemos et confluences) insistent sur l'idée d'une nouvelle modernisation. Le texte qui exprime le plus clairement cette thèse, malheureusement peu discuté à gauche, est peut-être un article d'Alberto Garzón et Enrique Santiago [1], passé inaperçu, qui tentait de donner une base théorique à ce que Pablo Iglesias disait depuis un certain temps à travers des déclarations dans les médias.

Cet article traite de l'engagement de la gauche progressiste en faveur de la modernisation de l'Espagne. La modernisation est le corrélat en termes de politique économique du terme régénération en politique. Il s'agit d'actualiser les formes et les secteurs qui constituent l'épine dorsale du capitalisme espagnol. Dans cet article, la rhétorique classique du capitalisme vert est combinée à des illusions ridicules sur la capacité du progressisme à guider l'investissement et le modèle de développement capitaliste. Des illusions absurdes, non seulement en raison de la nature du capitalisme, mais aussi parce que l'UP est une partie subalterne d'un gouvernement faible qui ne va entreprendre aucune réforme qui modifierait la relation entre l'État et le capital, et qui pourrait générer une contre-tendance perturbatrice contre le néolibéralisme.

Le plus intéressant dans cet article, au-delà de ces vieilles affirmations extravagantes sur le « développement progressif des forces productives » et la capacité de la gauche à guider ce processus, c'est le contexte politique, devenu un dogme de foi dans la nouvelle UP dirigée par Yolanda Díaz. Les deux leaders de l'IU (Gauche unie) et du PCE se voient reconnus comme allié dans certains secteurs du patronat. L'article reprenait clairement le vieil axiome partagé par l'eurocommunisme de droite et la social-démocratie convertie au socio-libéralisme (dont la synthèse la plus avancée est le Parti démocratique italien) : la modernisation est « quelque chose que le gouvernement ne peut résoudre que si une partie de la classe des affaires, la plus dynamique et la plus vivante, fait partie de la solution ». En d'autres termes, l'adversaire n'est pas la classe économique, car l'objectif à court terme n'est plus d'affaiblir son pouvoir social, mais de le renforcer. L'ennemi n'est plus que la droite politique qui, par ses débordements, ne remplit pas ses responsabilités étatiques et devient un obstacle à la modernisation.

Cette *modernisation* progressive se heurte à certaines limites objectives (le rôle de l'État espagnol dans le marché mondial, les multiples crises que connaît le capitalisme au niveau mondial et les spécificités espagnoles qui en découlent), mais soyons clairs. L'objectif de la *modernisation* n'est pas de moderniser la structure productive espagnole : il s'agit de réactiver le cycle de croissance espagnol, car en réalité, nos modernisateurs (libéraux ou eurocommunistes) ne croient que l'on peut activer l'économie par la réactivation des plus-values.

Le fameux *consensus*, mot fétiche de notre nouvelle Transition, réapparaît sur la base de ces objectifs. Le fameux consensus, une caricature pseudo-gramscienne justifiée sur la base d'un accord avec qui devrait être votre ennemi irréconciliable et construite sur l'exclusion de larges secteurs qui devraient être des *alliés* : les kellys, les migrants, les travailleurs des PME - on ne dit pas grand-chose sur la façon dont cette réforme du travail renonce à les inclure dans le parapluie de la négociation syndicale - et un long etcetera de la grande majorité des hommes et des femmes qui travaillent. Mais soyons justes. Si la thèse est qu'il faut privilégier l'alliance et les liens avec les employeurs, la *non réforme salariale* promue par Yolanda Díaz remplit parfaitement son rôle. Elle n'est ni plus ni moins qu'une traduction en termes de travail de la fameuse **modernisation**,

puisqu'elle adapte la structure réglementaire du travail aux besoins politiques et économiques du capitalisme. C'est-à-dire que ce nouvel accord de travail complète les deux autres grands axes sur lesquels le progressisme soutient le projet modernisateur, en réintégrant les directions syndicales dans sa gestion : la distribution des fonds européens (argent qui va aux grandes entreprises pour compenser leur crise de rentabilité par le dopage public, une pratique néolibérale orthodoxe) et la limitation des salaires pour éviter que l'inflation ne soit payée par les bénéficiaires des entreprises, dont nous avons vu le premier exemple avec les chars à Cadix.

En bref, je ne pense pas que nous soyons confrontés à une évolution vers autre chose que ce projet *modernisateur* que nous avons énoncé. Cette discussion est importante car elle nous situe sur la carte politique et économique sur laquelle se déplace le progressisme et préfigure une certaine position politique. Il s'agit d'assumer une position d'opposition active à la modernisation et aux différents jalons politiques qui la rendent possible, ainsi que de construire une alternative à celle-ci, mais aussi, et c'est important, de définir les scénarios politiques que ce projet (encore faible et soumis à la volatilité des crises) peut générer.

Lectures politiques

Politiquement, c'est une défaite pour les forces qui se sont mobilisées pendant des années contre ce modèle de travail (y compris, bien sûr, le militantisme des forces de gauche qui ont signé l'accord), même si c'est un triomphe politique pour l'intégration modernisatrice de la gauche. Je sais qu'il est de bon ton de vendre l'idée qu'il s'agit d'une avancée partielle, mais d'un point de vue politique, il est faux de le vendre ainsi. L'accord de gouvernement est rompu, car la réforme du travail n'est pas abrogée. Tous les partis du bloc gouvernemental se sont accordés sur ce point, obtenu au terme d'années de lutte, car, ne l'oublions pas, il s'agit d'une revendication qui a été maintenue en vie par la mobilisation. Après avoir insisté pendant des années pour que les choses soient changées par le biais du BOE, il s'avère que lorsque la gauche dispose d'une majorité parlementaire pour faire passer certaines lois, cela ne se fait pas. De plus, un acteur non élu comme le CEOE est introduit pour déterminer l'ensemble du processus de négociation. Cette négociation a bien montré comment fonctionne la logique du régime politique hérité de la Transition. Lorsque la droite gouverne, le consensus social est rompu et seuls les hommes d'affaires gouvernent. Lorsque la gauche gouverne, le consensus social est réorganisé de manière à ce qu'elle continue également à gouverner. L'hypothèse selon laquelle l'UP dans l'exécutif garantirait les accords de gouvernement a déjà été occultée sans trop d'hésitation par les leaders de la gauche : il ne s'agit plus que de vendre comme un progrès ce qui est un renoncement, contrepartie nécessaire et non contingente d'un profond changement stratégique.

En ce sens, il me semble que de la gauche (j'utilise ce terme faute d'un meilleur et tout aussi large), nous devons discuter de certaines questions.

Je crois qu'il ne s'agit pas simplement d'un problème de *narration* ou de *la manière dont le gouvernement a vendu* ce qui est manifestement l'acceptation de l'ordre politique actuel avec quelques ajustements. Le problème est politique et stratégique. Il est aussi naïf de croire qu'une transformation anticapitaliste est possible au sein de ce régime que de penser qu'il n'y a pas de marge pour la lutte et les *gains partiels, des conquêtes partielles*. Les gains partiels peuvent être des cales, temporaires et toujours soumises à la nécessité d'être défendues, que les classes subalternes parviennent à introduire et qui visent à améliorer les conditions de vie et de lutte au sein et contre le système lui-même. Y renoncer, c'est renoncer aussi à la politique, et pire, c'est assumer par exemple l'idée qu'une classe ouvrière appauvrie sera plus radicale, alors que c'est le contraire. C'est la force et le renforcement de notre classe, au sens large et sans résidus d'entreprise, qui nous permettront

d'être en meilleure position pour relever les défis transformateurs. En réalité, il s'agit de parier sur l'introduction de ces cales non pas pour sortir de la crise, mais pour vivre et lutter dans la crise, en la déplaçant par la lutte politique et économique vers le capital, tandis que la classe ouvrière se renforce. C'est là, à ce moment-là, que l'on peut trouver des accords de lutte entre les gauches.

Je le dis clairement parce que je pense qu'il est erroné de supposer que cela devait se passer juste comme ça. C'est le résultat des décisions stratégiques et de la direction prise par la gauche gouvernementale, qu'elle essaie maintenant de compenser en caquetant sur l'unité et les nouvelles directions. Une stratégie qui cherche à améliorer le fameux rapport de force doit se baser sur le conflit social et politique, et non sur un *consensus modernisateur*, et requiert deux objectifs : utiliser tous les espaces pour étendre le conflit (et cela inclut l'utilisation des positions dans l'État et au Parlement dans cette clé, en bloquant tout ce qui doit l'être pour réaliser ces *conquêtes partielles*) et une volonté de mobilisation large et organisée. Il n'y a pas eu de volonté en ce sens dans la gauche gouvernementale ; il n'y a pas eu de capacité de la gauche en dehors du gouvernement ou dans les mouvements sociaux. Une leçon amère, mais qui mérite d'être discutée sans concessions, en évitant à mon avis de tomber dans ce fétiche (« le social ou le politique ») mentionné par Daniel Bensaid : il faut lutter dans la rue et dans les entreprises, un syndicalisme de combat plus fort, capable d'entraîner des secteurs aujourd'hui imbriqués dans les organisations du *consensus modernisateur*, mais aussi leurs propres instruments et projets politiques, afin de ne pas dépendre d'une *logique de pression* qui permet aux appareils de gauche de finir intégrés à l'État et d'assumer une gestion pro-capitaliste. Pour le dire clairement : les appels à la lutte ne suffisent pas, nous avons besoin d'une organisation politique pour affronter cette nouvelle étape. Faire pression sur la gauche et lui déléguer *la politique* est également un mécanisme idéologique qui ne génère que des déceptions et des défaites.

À court terme, empêcher la fermeture de cette brèche

Chacun sait que cela n'annule ni les problèmes ni le débat sur le monde du travail. La propagande a des jambes très courtes. Le syndicalisme basque et galicien, ainsi que le syndicalisme alternatif du reste de l'Espagne, ont déjà manifesté leur opposition à ce compromis. Une position politique corrélée est également nécessaire : nous verrons ce qu'il adviendra de partis tels que Bildu ou ERC, car il serait bon qu'ils restent fermes dans leur rejet annoncé de la réforme et ne fassent pas volte-face à la première occasion. Il a été décidé de maintenir le même pilier syndical que lors de l'étape précédente, afin d'approfondir le consensus « progressiste modernisateur ».

Nous ne connaissons pas encore les effets politiques de cette décision, même s'il est possible que lorsque l'effet de propagande se dissipera, la désaffection envers la gauche gouvernementale continuera de croître, sans que, pour être honnête, d'autres forces de substitution puissent canaliser cette désaffection vers la gauche à court terme. Puisse la force de nous battre à court terme, mais préparons-nous aussi à une nouvelle étape qui, malgré le consensus venu d'en haut, s'annonce agitée. Parce que la modernisation n'est ni plus ni moins qu'une réorganisation de la classe dominante dans sa lutte contre les classes ouvrières et subordonnées.

Brais Fernández

P.-S.

- *Viento Sur*, 30/12/2021 :
<https://vientosur.info/una-valoracion-politica/>
- Brais Fernández est membre de la rédaction de *Viento Sur* et militant d'Anticapitalistas.
- Traduction DeepL (gratuit) et Pierre Rousset.

Notes

[1] https://www.eldiario.es/opinion/tribuna-abierta/modernizacion-espana-enemigos_129_6295329.html